

*Socialisme démocratique.*  
*Les perspectives des forces de gauche et*  
*le rôle de la société des citoyens dans l'Europe de l'an 2000*

Camarade Lionel,  
Mesdames et Messieurs,  
Camarades,

Les évolutions rapides intervenues à la fin de notre siècle ont entraîné la dépréciation de la quasi totalité des problèmes qui préoccupaient autrefois le mouvement socialiste. Toutefois l'organisation de plus en plus équitable et juste de la société demeure, aujourd'hui encore, un souci majeur des forces de la social-démocratie et du Centre gauche. Ainsi, la question est comment trouver les moyens d'associer à la logique de la productivité mercantile celle de la solidarité sociale, et d'en garantir la coexistence. Comment forger des outils nouveaux qui permettront d'opérer une mutation à dimension humaine de notre société, sur les plans social, politique et culturel. J'insisterai sur certains points critiques:

Il est clair que les moyens d'action traditionnels de la politique économique, tels que les nationalisations, l'intervention de l'Etat, les prestations sociales généralisées, ne peuvent plus, aujourd'hui, être efficaces ou donner des résultats équitables. Il faut donc passer de l'interventionnisme directe à l'interventionnisme indirecte dans lequel un Etat souple veille au

dynamisme du marché et à l'orientation de l'ensemble des ressources vers les priorités nationales, sociales et écologiques. La question pertinente, de ce fait, n'est pas "Etat ou marché?", mais comment régler et orienter le dynamisme du marché, de telle sorte que, d'une part, les changements rapides intervenus au niveau de l'économie mondiale soient pris en ligne de compte, et que, d'autre part, les exigences de solidarité sociale et de sensibilité écologique soient satisfaites.

Deux questions cruciales:

**Le chômage et l'Etat providence.** La mondialisation de l'économie, les modifications des structures de productivité, l'invasion des technologies électroniques tendent, dans la conjoncture actuelle, à créer plus de chômage que de nouveaux emplois. La recette traditionnelle bien connue, qui allie les mesures destinées à relancer l'économie à une politique sociale d'allocations-chômage, conduit aujourd'hui à une énorme fuite de fonds, sans que les mécanismes du marché puissent toutefois satisfaire un nombre suffisant de besoins sociaux. Ce système inefficace peut être transformé à travers une stratégie d'emploi pareille à celle ayant commencé à être appliquée à l'échelon européen et national: formation continue, adaptation des travailleurs aux nouvelles technologies, soutien accordé aux travailleurs qui s'efforcent de développer eux-mêmes des initiatives.

Il convient également de se libérer de la conception, selon laquelle seul le marché du travail crée un véritable emploi. Il faut que nous acceptions l'idée que l'emploi social, l'emploi dans un "troisième" secteur, ne fonctionnant pas selon les exigences du profit et de la logique bureaucratique ou étatique, est aussi utile et nécessaire que l'emploi "de marché". Cet emploi social répondra aux besoins du troisième âge, des collectivités locales, de l'écologie, domaines actuellement ignorés. Nous devons comprendre, prendre tous conscience, qu'à la fin de notre siècle l'emploi utile présente un nouveau contenu. Il est défini par des besoins modernes et inscrit dans la perspective d'un meilleur mode d'organisation de notre société.

**L'Etat providence** tel que nous l'avons connu au cours de ces dernières décennies est conduit à une impasse. La politique sociale actuelle ne peut pas répondre aux besoins de la population en services de qualité dans le domaine de la santé et de l'éducation, besoins qui s'intensifient avec une vitesse géométrique. Bien plus, fondée comme elle l'est sur le principe de la généralité des prestations, c'est-à-dire des prestations accordées à tous indépendamment de la situation financière de chacun, elle mène à une prodigalité excessive et en même temps à des injustices, puisque les classes moyennes relativement aisées bénéficient plus de l'aide sociale que celles qui en ont véritablement besoin. Nous nous opposons de façon formelle à la restriction drastique de l'Etat providence et à l'utilisation des fonds économisés pour la réduction des impôts, prônées par les néolibéraux. En revanche, nous considérons comme nécessaire le passage du principe actuel et injuste de la généralité des prestations à un principe de sélectivité équitable, et puis généreuse. Une telle solution, qui aboutit à la garantie et au meilleur partage des fonds sociaux, entraîne en même temps, inévitablement, une redistribution radicale. Nous devons parvenir à cette sélectivité équitable et généreuse, afin de pouvoir réduire les inégalités criantes du système actuel tout en revalorisant la qualité des services sociaux en faveur de ceux qui en ont réellement besoin.

Mes amis,

Notre participation au réseau de l'économie mondiale n'est pas une question de choix. C'est une question de survie. L'objectif de cette participation est double: a) améliorer nos propres conditions de vie, en élargissant notre rôle dans la division internationale du travail et b) en coopération avec nos partenaires de l'Union européenne, contribuer à créer des relations économiques internationales qui répondent à certains idéaux humains.

L'unification de l'Europe est une condition préalable essentielle pour que nous passions, au plan international, d'un capitalisme de casino à un système plus humain et plus rationalisé. C'est ainsi que nous allons trouver des solutions d'ensemble plus larges, ayant pour objectif le contrôle de la spéculation, la stabilité des systèmes monétaires, la mise en oeuvre des politiques de

développement viables dans le Tiers Monde et des programmes d'investissements visant la création d'emplois. Si notre pays se détournait de cette voie, cela aurait des conséquences catastrophiques pour la majorité de la population et notamment pour les intérêts des classes faibles d'un point de vue économique.

Notre participation à l'Union européenne, à égalité avec nos partenaires, constitue la condition principale de la modernisation démocratique de la société grecque, de la garantie de la prospérité qui doit être dispersée de plus en plus largement à l'ensemble du peuple hellénique, de la sauvegarde de nos intérêts nationaux et vitaux.

La participation à l'UE ne mène pas obligatoirement à l'acceptation aveugle ou à l'imitation de ce qui est étranger, occidentalisé ou européen. Elle ne signifie pas la perte de notre identité nationale. C'est le contraire qui est le cas: notre identité nationale serait menacée par un éventuel isolement national ou par un marasme économique ou politique, lequel, ainsi que l'histoire l'a montré, traîne toujours derrière lui les éléments les plus négatifs de la civilisation occidentale, un consumerisme grossier et un individualisme égocentrique.

Notre participation économique et politique, à égalité avec les autres membres, au processus d'achèvement de l'unification européenne est une condition préalable essentielle pour le consolidation des vertus qui présentent aujourd'hui un caractère universel, interculturel, tels les droits de l'homme ou le respect de la différence. En même temps, c'est une condition préalable essentielle pour que s'établissent, dans notre pays, les conditions d'une création culturelle au retentissement plus large sur le plan international.

Chers amis,

Bien plus qu'à d'autres époques, le combat politique est caractérisé aujourd'hui par l'élément culturel. Tandis qu'autrefois la question qui prévalait était la question de la redistribution des richesses et des revenus ou celle de l'organisation de l'Etat et des institutions, aujourd'hui ont

émergé, en parallèle, d'autres questions, concernant, quant à elles, le mode de vie, la qualité de la vie. Car, dans ce domaine aucune règle de jeu, susceptible de limiter l'exploitation, le pouvoir incontrôlé du capital et la commercialisation n'a pas encore été définie ou admise communément. A l'heure actuelle, ceci est un champ d'action privilégié pour les socialistes. Face à ces problèmes, ce n'est pas moyennant les seuls contrôles, les seules interventions ou réglementations institutionnelles, modernes et développées que nous assurerons la promotion de nos propres valeurs, mais surtout moyennant une autre politique se rapportant au rôle de l'individu. Plus nous offrons à l'individu des occasions et d'opportunités, plus nous élargissons ses choix et moins nous autorisons sa détermination par autrui. Pour nous, la règle est de rechercher la plus grande liberté possible et le plus haut degré d'autodétermination: renforcer l'autonomie des citoyens, protéger et encourager leur esprit d'initiative et leur créativité.

Chacun est en droit de bénéficier de conditions et de chances égales afin de s'épanouir dans la vie, tout en restant intégré dans une communauté fondée sur la solidarité et le respect mutuels, dans une société de citoyens. Cette intégration fait de la responsabilité sociale un ressort fondamental de l'action humaine. Le socialisme démocratique s'appuie sur l'autonomie responsable. Pour nous, l'autonomie et la responsabilité sont les éléments qui assurent la transformation de l'individu en citoyen, la transformation d'une société d'individus qui vivent ensemble en société de citoyens.

La démocratie libérale a été consolidée. Notre république a réussi à institutionnaliser un pluralisme politique authentique. Néanmoins, elle a un déficit démocratique. La participation et la représentation démocratique des citoyens restent minées, tantôt par le clientélisme, tantôt par les idées et les pratiques populistes de certaines personnes ou de certains acteurs politiques, tantôt par la paralysie de certaines niches dans la machine étatique et enfin par la revendication permanente d'intérêts économiques, qui exercent une influence de plus en plus grande dans le processus de prise de décisions.

Il existe un déficit de représentation authentique, que nous devons combattre sur tous ces fronts. Dans ce but, la mobilisation et la vigilance de la société constituent une condition préalable

fondamentale. C'est pourquoi le renforcement de la démocratie implique également un renforcement permanent de la société des citoyens, c'est-à-dire des organisations volontaires agissant dans un espace situé entre le secteur public et celui des partis politiques d'une part et, d'autre part, le secteur privé.

Nous devons surmonter la rivalité existant entre partis politiques et société des citoyens. Il nous appartient de jouer le premier rôle, de favoriser la revalorisation et le fonctionnement d'une société de citoyens capable de freiner les tendances colonialistes ou expansionnistes des puissants de toute sorte, qui ne possèdent pas de légitimité démocratique.

Une société de citoyens puissante, organisée de manière équilibrée sur le plan de la communication peut être en mesure de résister à toute sorte d'autoritarisme dans les domaines économique, politique, social et culturel.

Camarades,

Il est clair que la redéfinition des objectifs des forces du centre gauche est non seulement impérative mais également, réalisable. Dans les sociétés actuelles, les espaces institutionnels économique, politique, social et culturel ont des frontières distinctes, chacun d'eux disposant, au moins potentiellement, de valeurs particulières et de logiques de fonctionnement autonomes. Face à cette réalité, le discours néolibéral sacrifie l'autonomie de tous ces espaces institutionnels sur l'autel de la logique économique, du profit et du marché. A l'impérialisme économique, la gauche traditionnelle substitue l'impérialisme politique, autrement dit, l'étatisme. Pour notre part, nous visons un nouvel équilibre entre les valeurs de productivité et d'esprit d'entreprise dans l'espace économique et les valeurs de démocratie dans l'espace politique, des valeurs de solidarité dans l'espace social, des valeurs d'autonomie et d'épanouissement personnel dans l'espace culturel. Les marges réelles de changements radicaux permettant d'atteindre cet objectif, d'obtenir ce nouvel équilibre, sont beaucoup plus grandes et beaucoup plus créatives que ne le soutient la gauche

traditionnelle, qui ferme délibérément les yeux pour ne pas voir, ou que ne tente d'occulter de façon triomphale la droite néolibérale, ayant, quant à elle, recours à des simplifications.

Sur le nouvel équilibre créé entre ces quatre valeurs, nous pouvons ériger une nouvelle collectivité, une nouvelle forme de lutte, une disposition de bataille destinée à modeler une société conforme à nos valeurs. Au discours cynique de l'individualisme, de l'égoïsme économique, qui impose un antagonisme économique effréné à la société, cette nouvelle collectivité oppose les principes de solidarité et de justice sociales, de respect mutuel généralisé entre citoyens. C'est pourquoi elle représente un grand courant politique, mais également moral et culturel.

Or, cette nouvelle collectivité ne pourra être modelée, enrichie et renforcée qu'à travers le dialogue et la coopération étroite avec les autres forces du socialisme démocratique, notamment en Europe. Le camarade Lionel Jospin est l'homme politique par excellence qui, par son histoire, ses connaissances et son expérience, peut contribuer à cette réflexion cruciale.